

L'Adapei88, membre du réseau Unapei, alerte sur une crise sans précédent. Des centaines de professionnels, de personnes en situation de handicap et de familles sont concernés. Nous réclamons des actes immédiats au gouvernement et des engagements forts aux candidats aux élections présidentielles et législatives pour une politique volontariste.

Trop de professionnels médico-sociaux et sociaux ne sont pas reconnus à la hauteur de leurs compétences et de leur engagement. Épuisés, ils démissionnent en masse. Trop de personnes en situation de handicap sont mises en danger, privées de soins et d'activités essentielles à leur vie. Leurs droits fondamentaux, déjà peu respectés en temps normal, sont totalement bafoués. Trop de parents, de grands-parents, de sœurs, de frères, sont abandonnés par la société. Ils sacrifient leurs vies personnelles et professionnelles pour s'occuper de leur proche en situation de handicap. C'est un retour en arrière de 60 ans pour notre pays ! Nous sommes plus que jamais oubliés et ignorés par les pouvoirs publics.

La pétition du réseau Unapei, lancée en octobre 2021, est soutenue par plus de 80 000 signataires. Cependant, l'État reste immobile et la situation s'aggrave tous les jours. L'hémorragie des professionnels médico-sociaux se poursuit inexorablement. Conséquence directe : les personnes en situation de handicap subissent de graves atteintes à leur droits fondamentaux (ruptures d'accompagnement due aux arrêts de services, problèmes de sécurité, restrictions des activités essentielles à leur vie quotidienne, etc.). Leurs familles sont les victimes collatérales de cette situation.

La revalorisation salariale prévue par le Ségur de la Santé pour les professionnels de santé, doit bénéficier à tous les professionnels sociaux et médico-sociaux en lien avec les personnes en situation de handicap. Tous les métiers doivent être revalorisés sans inégalité de traitement. Si nous espérons que cette mesure de justice sociale enrayera à court terme la crise, une politique volontariste s'avère indispensable compte tenu des attentes et besoins des Français en situation de handicap et de leurs proches. Les candidats à l'élection présidentielle doivent s'engager pour ces citoyens oubliés. 12 millions de personnes sont porteuses d'un handicap en France, autant d'aidants familiaux et des centaines de milliers de professionnels de l'accompagnement... les oubliés sont aussi des électeurs.